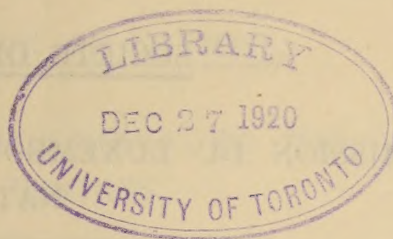


Amph
ti Mod
L

League of Nations. Council

Document de
l'Assemblée
2A



20/48/2A.

(Société des Nations.)

(L'Admission du Luxembourg dans la
Société des Nations.)

(MÉMORANDUM PRÉSENTÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ET APPROUVÉ PAR LE CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS,
RÉUNI A ROME, LE 15 MAI 1920.)

League of Nations.

The Admission of Luxemburg to the
League of Nations.

MEMORANDUM PRESENTED BY THE SECRETARY-GENERAL
AND APPROVED BY THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS,
MEETING IN ROME, ON 15TH MAY, 1920.

L'ADMISSION DU LUXEMBOURG DANS LA SOCIÉTÉ DES
NATIONS.

MÉMORANDUM PRÉSENTÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET APPROUVÉ
PAR LE CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS, RÉUNI A ROME,
LE 15 MAI 1920.

Le Luxembourg a exprimé, à plusieurs occasions, par son Gouvernement le désir d'être agréé comme Membre de la Société des Nations.

Par lettre en date du 23 février 1920, adressée à M. Léon Bourgeois en sa qualité de Président du Conseil de la Société des Nations, M. E. Reuter, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement du Luxembourg, au nom de son Gouvernement, a demandé officiellement au Conseil de la Société des Nations, que le Luxembourg fût admis dans la Société tout en conservant sa neutralité.

M. Léon Bourgeois a communiqué cette lettre au Secrétaire Général de la Société des Nations ; (Annexe 1).

Le Luxembourg ne figure pas dans l'Annexe au Pacte comme l'un des Etats invités à faire partie de la Société des Nations : il ne peut donc être admis dans la Société qu'aux termes du second paragraphe de l'Article I du Pacte. Cette admission ne peut être décidée que par la majorité des deux tiers des Membres de l'Assemblée, à la condition que le Luxembourg " donne des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux, et qu'il accepte le règlement établi par la Société en ce qui concerne ses armements militaires, navals et aériens."

Ainsi, la décision à prendre, touchant l'admission du Luxembourg dans la Société des Nations, dépend entièrement de l'Assemblée et n'est pas de la compétence du Conseil.

Il s'ensuit, semble-t-il, qu'il faille aussi laisser à l'Assemblée le soin de déterminer les conditions auxquelles l'admission éventuelle du Luxembourg dans la Société des Nations peut avoir lieu.

La question de savoir si la neutralité du Luxembourg sera admise par la Société des Nations dépend en partie des Puissances qui ont reconnu et garanti cette neutralité en 1867, et en partie de l'Assemblée de la Société des Nations. L'Assemblée pourrait ou bien décider qu'il est possible de maintenir la neutralité du Luxembourg comme constituant un engagement international dans l'intérêt du maintien de la Paix, aux termes de l'Article XXI du Pacte, ou bien, en vertu des règlements d'ordre militaire qui doivent être institués par la Société, elle pourrait désirer formuler des conditions spéciales en vue de l'admission du Luxembourg aux termes du second paragraphe de l'Article I.

En conséquence, on propose que le Conseil charge le Secrétaire Général d'écrire au Gouvernement du Luxembourg pour l'informer que sa demande sera soumise à l'Assemblée ; (voir le projet de lettre ci-annexé—Annexe 2).

Les considérations d'ordre légal et politique que la question comporte ont été esquissées dans un mémorandum préparé pour être présenté finalement aux Membres de l'Assemblée, et qu'on communique dès maintenant aux Membres du Conseil pour leur information.

THE ADMISSION OF LUXEMBURG TO THE LEAGUE OF
NATIONS.

MEMORANDUM BY THE SECRETARY-GENERAL AND APPROVED BY THE
COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS, MEETING IN ROME, ON
15TH MAY, 1920.

Luxemburg has on various occasions expressed, through its Government, the desire to be accepted as a Member of the League of Nations.

In a letter dated 23rd February, 1920, addressed to M. Léon Bourgeois as President of the Council of the League of Nations, Mr. E. Reuter, Minister of State, President of the Government of Luxemburg, formally asked on behalf of the Luxemburg Government the Council of the League of Nations that Luxemburg might be admitted to the League, and at the same time maintain its neutrality.

M. Léon Bourgeois forwarded this letter to the Secretary-General of the League of Nations ; (Annex 1).

As Luxemburg is not mentioned in the Annex to the Covenant as one of the States invited to accede, it can only be admitted under the second paragraph of Article I of the Covenant. Its admission has to be determined by a two-thirds majority of the Assembly, subject to the condition that Luxemburg "shall give effective guarantees of its sincere intention to observe its international obligations, and shall accept such regulations as may be prescribed by the League in regard to its military, naval and air forces and armaments."

The decision as to the admission of Luxemburg to the League of Nations therefore rests entirely with the Assembly, and does not fall within the competence of the Council.

It presumably follows that the conditions of the eventual admission of Luxemburg to the League must also be left to the determination of the Assembly.

The question whether the neutrality of Luxemburg shall be recognised by the League of Nations rests partly with the Powers which recognised and guaranteed this neutrality in 1867 and partly with the Assembly of the League of Nations. The Assembly might decide that the neutrality of Luxemburg could be maintained as an international engagement for securing the maintenance of peace, under Article XXI of the Covenant, or it might desire to make special rules under the military regulations to be prescribed by the League for the admission of Luxemburg under the second paragraph of Article I.

It is therefore suggested that the Council should instruct the Secretary-General to inform the Government of Luxemburg that its demands will be placed before the Assembly (see draft letter attached, Annex 2).

A memorandum giving an outline of the legal and political considerations involved has been prepared for ultimate submission to the Members of the Assembly, and is now circulated for the information of the Members of the Council.

ANNEXE 1.

LUXEMBOURG,

le 23 février 1920.

Monsieur le Président,

A différentes reprises le Parlement luxembourgeois a exprimé le vœu de voir admettre le Grand-Duché de Luxembourg comme membre de la Société des Nations.

L'exécution pratique de ce vœu soulève la question des réformes constitutionnelles et législatives qui pourront être imposées au pays comme conséquence de son affiliation à la Société.

Dans cet ordre d'idées le Gouvernement grand-ducal a l'honneur de soumettre au Conseil de la Société la requête suivante :

Aux termes de l'Article 40 du Traité de Versailles l'Allemagne a déclaré adhérer à l'abrogation de la neutralité du Grand-Duché de Luxembourg.

Il résulte de ce texte que la Conférence de la Paix a envisagé la suppression de la garantie internationale sur laquelle reposait la neutralité du Luxembourg, conformément aux stipulations du Traité de Londres en date du 11 mai 1867.

Le fond de la question, c.-à-d. l'abrogation effective de la neutralité, reste évidemment réservée à une décision éventuelle des pouvoirs compétents du Grand-Duché, le principe de la neutralité se trouvant inscrit dans la loi constitutionnelle. Le Gouvernement grand-ducal s'acquitte d'un devoir en exposant au Conseil de la Société des Nations la situation particulière du Luxembourg ainsi que les aspirations unanimes de sa population à l'endroit de cette question.

Sans pouvoir s'appuyer sur une tradition aussi vieille que la neutralité helvétique, la neutralité luxembourgeoise est toutefois fortement ancrée dans l'esprit et dans les habitudes de la population du Grand-Duché.

Il est incontestable que la disparition de cette neutralité placerait le Grand-Duché en face d'un danger bien plus grave que n'importe quel autre pays.

En effet l'exiguïté de son territoire et le chiffre minime de sa population exposent le Luxembourg à devoir sacrifier complètement le pays tout entier au cas où il serait impliqué dans une opération militaire et transformé en théâtre de guerre.

D'autre part, la faiblesse extrême de ses ressources enlève toute valeur à une participation quelconque du pays à des opérations militaires d'ordre international.

Dans ces circonstances, et tout en sollicitant son admission dans la Société des Nations, le peuple luxembourgeois désire vivement maintenir la neutralité à laquelle il est profondément attaché et qui a constitué jusqu'ici l'une des bases de sa vie nationale.

Placée sous l'égide de la Société des Nations, la neutralité du Luxembourg ne semble plus exposée au risque d'être méconnue ou violée par une Puissance quelconque.

Le Gouvernement a donc l'honneur de communiquer ce vœu au Conseil de la Société des Nations et de souligner les difficultés sérieuses auxquelles se heurterait, dans le pays et dans la Représentation nationale, une proposition tendant à l'abolition de la neutralité.

ANNEX 1.

[*Translation.*]

LUXEMBURG,

23rd February, 1920.

Sir,

The Parliament of Luxemburg has on different occasions expressed the wish to see the Grand-Duchy of Luxemburg admitted as a member of the League of Nations.

The practical execution of this wish will raise the question what constitutional and legislative reforms are to be imposed upon the country as a consequence of its accession to the League.

In this connection, the Government of the Grand-Duchy has the honour to submit to the Council of the League the following statement :—

By the terms of Article 40 of the Treaty of Versailles, Germany declared her adherence to the abrogation of the neutrality of the Grand-Duchy of Luxemburg.

The text of this clause shows that the Peace Conference contemplated the suppression of the international guarantee, on which the neutrality of Luxemburg was based, in accordance with the stipulations of the Treaty of London, dated 11th May, 1867.

The fundamental question of the effective abrogation of neutrality is clearly reserved for an eventual decision by the competent authorities of the Grand-Duchy, as the principle is part of the constitutional law. The Government of the Grand-Duchy feels it its duty to set before the Council of the League of Nations the special situation of Luxemburg, as well as the unanimous aspirations of its people in regard to this question.

While not resting on a tradition as old as that of Swiss neutrality, the neutrality of Luxemburg is nevertheless deeply rooted in the spirit and in the customs of the people of the Grand-Duchy.

It is indisputable that the abolition of this neutrality would place the Grand-Duchy face to face with a graver danger than any other country.

The smallness of its territory and population confronts Luxemburg with the duty of sacrificing the whole country should it become involved in a military operation, and be transformed into a theatre of war.

On the other hand, the extreme poverty of its resources renders valueless its participation in any way in military operations of an international nature.

In these circumstances, while asking for admission to the League of Nations, the people of Luxemburg have the strongest desire to maintain their neutrality, to which they are deeply attached, and which has, up to the present, formed one of the bases of their national life.

Placed under the protection of the League of Nations, the neutrality of Luxemburg seems to be no longer exposed to the risk of being disregarded or violated by any Power whatsoever.

The Government has therefore the honour to communicate this desire to the Council of the League of Nations, and to lay stress on the serious difficulties, both in the country and in the National Representative Body, which a proposal involving the abolition of neutrality would involve.

Le Gouvernement sollicite la faveur de pouvoir fournir oralement, par des délégués, toutes les explications supplémentaires au sujet de ce problème qui préoccupe vivement le peuple luxembourgeois.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) E. REUTER.

A Monsieur LÉON BOURGEOIS,
Président du Conseil de la Société des Nations,
Paris.

ANNEXE 2.

Projet de Lettre à Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères du Grand-Duché de Luxembourg.

Monsieur le Ministre,

Votre lettre du 23 février 1920, adressée à M. Léon Bourgeois en sa qualité de Président du Conseil de la Société des Nations, a été communiquée au Conseil dans sa réunion du mai 1920.

Le Conseil me charge de vous informer que cette lettre sera soumise à l'Assemblée de la Société des Nations ; la question de l'admission du Grand-Duché de Luxembourg dans la Société des Nations et les autres questions qui s'y rapportent sont en effet, d'après le Pacte de la Société des Nations, de la compétence de l'Assemblée.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

The Government begs the privilege of furnishing, through its Delegates in person, all further explanations regarding this problem, which so deeply concerns the people of Luxemburg.

I have the honour to be, etc., etc.,

(Signed) E. REUTER.

Monsieur LÉON BOURGEOIS,
President of the Council of the League of Nations,
Paris.

ANNEX 2.

Draft Letter to the Minister of Foreign Affairs of the Grand-Duchy of Luxemburg.

Sir,

Your letter of 23rd February, 1920, addressed to M. Léon Bourgeois, as President of the Council of the League of Nations, was laid before the Council at its meeting on May, 1920.

The Council has instructed me to inform you that this letter will be submitted to the Assembly of the League of Nations, since the question of the admission of the Grand-Duchy of Luxemburg to the League of Nations and the other questions relative to this matter are placed by the Covenant of the League of Nations within the competence of the Assembly.

Accept, Sir, etc.

